



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT - BICUPE - SIC - CB - 2023 - 235

Arras, le **16 AOUT 2023**

Commune de MARCONNELLE

Société NESTLE PURINA PETCARE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'ABROGATION DE MISE EN DEMEURE

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 09 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-36 du 11 février 2021 mettant en demeure la société NESTLE PURINA PETCARE située Zone Industrielle du Marais – 62140 MARCONNELLE, de respecter les dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation en levant toutes les non-conformités relevées sur l'état des éléments de protection contre la foudre ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-10-29 du 25 mai 2023 portant délégation de signature ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 12 juin 2023 ;

Considérant que l'inspection de l'environnement a constaté le 20 avril 2023 que l'exploitant a respecté les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 février 2021 susvisé ;

Considérant qu'il convient donc d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-36 du 11 février 2021 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE :

Article 1 : Objet

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 février 2021 susvisé, pris à l'encontre de la société NESTLE PURINA PETCARE pour le site implanté Zone Industrielle du Marais – 62140 MARCONNELLE sont abrogées.

Article 2 : Délai et voie de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffrey Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la Sous-Préfète de Montreuil-sur-Mer et le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la société NESTLE PURINA PETCARE et dont une copie sera transmise à la mairie de MARCONNELLE.



Pour le préfet,
Le secrétaire général


Christophe MARX

Copies destinées à :

- Société NESTLE PURINA PETCARE - Zone Industrielle du Marais – MARCONNELLE 62140
- la Sous-Préfète de Montreuil-sur-Mer
- Mairie de MARCONNELLE
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France - (U.D du Littoral)
- Dossier
- Chrono